

## Burundi : réticences des derniers déplacés de guerre à regagner les collines d'origine

PANA, 10 juin 2016 Bujumbura, Burundi - La guerre civile des années 1990 a encore son lot de déplacés appelés à vaincre la peur et à éviter de céder aux "manipulations politiciennes" pour retourner sur les collines d'origine, moyennant des garanties sécuritaires qui leur ont été renouvelées, vendredi, par le ministre de l'Intérieur, Pascal Barandagiye par la radio publique depuis l'un des sites encore ouverts dans le Nord du Burundi.

Le ministre a également donné des assurances matérielles aux derniers déplacés, estimés par certaines sources humanitaires entre 2.500 et 3.000, qu'ils allaient bénéficier des aides de l'Etat à la réinsertion socio-économique et les difficultés matérielles de vivre hors de chez eux, des appels répétés du genre n'ont toujours suffi à convaincre les derniers déplacés qui craignent toujours pour leur sécurité, une fois isolés sur les collines d'origine. La guerre civile avait déclenché par l'assassinat, dans un putsch d'une partie de l'armée dominée, par la minorité ethnique des Tutsi, du premier président Hutu démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, issu de l'ancienne communauté majoritaire des Hutu. Des massacres interethniques s'en étaient suivis, faisant autour de 300.000 morts et plus d'un million de déplacés intérieurs et extérieurs. Les clivages ethniques ont persisté en déplacement forcé que les Hutu prennent le chemin de l'exil vers les pays voisins, essentiellement en Tanzanie, au moment où les Tutsi se sont retrouvés en situation de déplacés intérieurs. Le Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, ex-principale rébellion Hutu actuellement au pouvoir) avait aussi le pari de rapatrier presque la totalité du demi-million de réfugiés burundais à l'étranger et à faire taire momentanément les tensions ethniques qui étaient plus prononcées encore à l'époque coloniale. Les peurs entre les différentes communautés ethniques du pays ont refait surface depuis l'éclosion, en avril 2015, d'une nouvelle crise politique teintée de discords incendiaires et divisionnistes de la part des parties à un conflit, au départ électoral et qui a fini par déboucher sur des violences de masse. Les Nations unies estiment aujourd'hui à près de 270.000 réfugiés burundais de la nouvelle crise qui sont recensés essentiellement en Tanzanie, au Rwanda, en République démocratique du Congo, en Ouganda et en Zambie, et entre 500 et 1.000 morts, selon les sources.